

Perpignan, le 12 AVR. 2013

Monsieur Christian BOURQUIN
Sénateur
Conseil Régional Languedoc
Roussillon
201 Avenue Pompignane
34064 MONTPELLIER

Monsieur le Sénateur, Cher Monsieur,

Je ne souhaite pas revenir sur les déclarations mensongères de l'ancien ministre socialiste J. CAHUZAC. Elles sont assez graves et relèvent désormais de la justice.

Le Président de la République a annoncé, après avoir eu connaissance des faits, vouloir prendre des sanctions importantes qui vont dans le sens de ses engagements de campagne. Je ne peux que saluer cette initiative.

Le choc qui vient de se produire dans l'opinion est particulièrement important et un sondage récent montre que 77% des personnes interrogées pensent que les élus sont corrompus. Il est donc nécessaire que des mesures soient prises rapidement pour redonner une image de vertu, d'honnêteté et d'honneur à notre vie politique ; image qu'elle n'aurait jamais dû perdre.

Parmi les mesures proposées au Parlement, j'ai noté celle qui consistera à ce que tous les élus condamnés pénalement pour fraude fiscale ou pour corruption soient interdits de tout mandat public. Mais à mon avis cela ne suffit pas face à la gravité de la situation.

... / ...

Il ne faut pas limiter ces dispositions uniquement à la fraude fiscale, au blanchiment et à la corruption, ce qui est d'ailleurs très rare, mais aux faits de :

- Prise illégale d'intérêt
- Trafic d'influence
- Favoritisme
- Emploi fictif
- Abus de confiance.

Il faut également soumettre l'examen de la déclaration de patrimoine des élus à la Direction Nationale du Contrôle Fiscal.

En votre qualité de parlementaire, je souhaiterais savoir si vous voterez un tel texte, qui devra s'appliquer immédiatement et même pour des faits anciens.

Les trop nombreuses affaires dont nous avons eu connaissance, et dans notre département aussi, démontrent qu'il faut élargir ces mesures. Je propose que les élus suspectés soient suspendus de leur mandat dès la première condamnation du tribunal et déclarés démissionnaires dans la décision définitive.

La République est notre bien le plus précieux, et la défaillance de certains doit nous rendre encore plus vigilants. Nous devons aussi cette exigence à tous les élus locaux qui œuvrent pour le bien public et qui, pour une très large majorité d'entre eux, sont si peu considérés et si peu aidés.

Dans l'attente de votre réponse qui dans le contexte actuel est très importante,

Je vous prie de croire, Monsieur le Sénateur, Cher Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Bien à vous,



Jean-Marc PUJOL